

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=PSUD&ID_NUMPUBLIE=PSUD_021&ID_ARTICLE=PSUD_021_0101

De serviteurs de l'État à représentants élus. Les parlementaires originaires du secteur public en Europe

par Maurizio COTTA, Pedro TAVARES DE ALMEIDA et Christophe ROUX

| ARPoS | Pôle Sud

2004/2 - N° 21

ISSN 1262-1676 | ISBN 2-841582-68-X | pages 101 à 122

Pour citer cet article :

— Cotta M., Tavares de Almeida P. et Roux C., De serviteurs de l'État à représentants élus. Les parlementaires originaires du secteur public en Europe, Pôle Sud 2004/2, N° 21, p. 101-122.

Distribution électronique Cairn pour ARPoS.

© ARPoS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

De serviteurs de l'État à représentants élus : les parlementaires originaires du secteur public en Europe¹

Maurizio Cotta

Université de Sienne

Pedro Tavares de Almeida

Université de Lisbonne

(Traduit de l'anglais par Christophe Roux)

Résumé/Abstract

Cet article cherche à tester empiriquement la pertinence de la dichotomie État/société civile (que l'on trouve dans la théorie politique) à travers la question du poids du secteur public dans les élites parlementaires des pays d'Europe en s'appuyant sur la base de données DATACUBE. Elle relativise cette opposition en montrant le poids important du secteur public dans l'élite parlementaire des pays d'Europe sur le long terme, la dynamique de sa présence et introduit les nuances en examinant les variations par pays, sous-catégories du secteur public et partis politiques.

This article aims at testing empirically the relevance of the State/civil society dichotomy commonly used by political theorists through the question of the specific weight of MPs having a public sector background in Europe. It uses the DATACUBE data set in order to show that such an opposition is only relative because of the specific weight of the public sector in the parliamentary elite considered in a long-term perspective. The article focuses on the dynamics of this relevance and introduces nuances regarding variations across countries, sub-categories within the public sector and political parties.



Mots-Clés/Keywords

Élites, Europe, Parlement, représentants élus, secteur public

Elected representatives, elites, Europe, Parliament, public sector

Les Parlements élus furent introduits en Europe dans le but premier de contrôler des monarchies absolutistes (ou semi-absolutistes) qui avaient grandement étendu leur puissance grâce au développement des vastes bureaucraties diffuses de l'État moderne (Tilly, 1975 ; Bendix, 1978 ; Poggi, 1978). Même là où le roi n'était pas (ou ne pouvait pas être) directement défié, le gouvernement et la *longa manus* administrative pouvaient de cette manière être contrôlés, scrutés, et maintenus dans certaines limites. Les Parlements et les représentants élus étaient ainsi conçus, à la base, comme un contrepoids au pouvoir non responsable de bureaucrates non élus. Pour ces raisons, il semblerait plus que naturel de voir ces institutions être composées de représentants de la société civile plutôt que de serviteurs de l'État. Cependant, malgré un tel cadre historique, la physionomie que présente la représentation parlementaire est moins tranchée que l'on ne pourrait l'imaginer. Lorsque nous analysons le *background* des parlementaires des pays européens², nous nous apercevons vite qu'une certaine forme de service de l'État a été, durant de longues périodes, l'une des expériences les plus significatives des membres du Parlement (cf. figure 1).

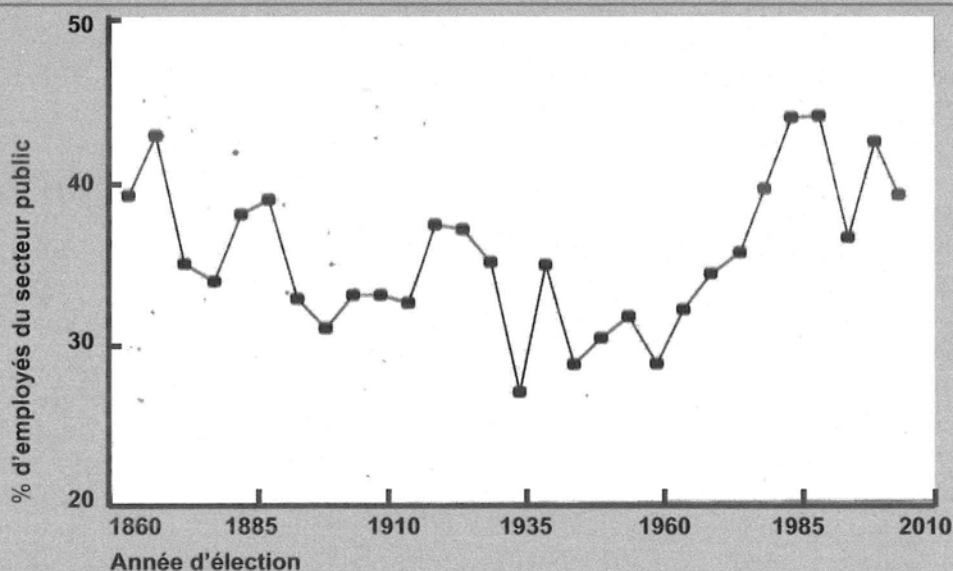
Nous discuterons et essaierons d'expliquer plus loin les variations très significatives qui peuvent être lues entre pays et à travers le temps dans une telle figure. Pour l'instant, il suffit de souligner l'importance du phénomène et les problèmes qu'il soulève pour un thème dominant des démocraties contemporaines, celui des relations entre l'État et la société et du dualisme entre public et privé. Le concept de société civile, qui s'est développé dans les pays européens durant le dix-huitième et le dix-neuvième siècles, est devenu l'une des notions cruciales sur lesquelles les théories contemporaines de la représentation politique se sont forgées, en même temps qu'elle a été un instrument pour des batailles politiques ; ce concept est basé sur la distinction entre l'État et quelque chose d'autre qui n'est pas l'État mais qui est en rapport avec la sphère de la vie économique et sociale. En fait, ce fut le développement de la réalité, nouvelle et autonome, de l'État bureaucratique et absolutiste moderne qui, par opposition, stimula le reste de la société à se définir elle-même d'abord négativement (la société civile devient alors essentiellement « ce qui n'est pas l'État »), mais de manière croissante aussi (dans les perspectives libérales)

d'une manière positive (la société civile comme source et réceptacle de valeurs positives). Réagissant à ces positions, les perspectives « étatistes³ » offrent une hiérarchie opposée de valeurs et présentent l'État comme l'incarnation des valeurs universelles contre la société, conçue comme l'expression des intérêts privés particularistes (Hegel étant probablement le meilleur exemple de cette position).

Mais est-ce que la séparation tranchée entre État et société civile, qui généralement est au soubassement d'une telle opposition théorique, constitue une description empiriquement précise de la réalité, ou bien, plutôt, une représentation idéologique simplifiée de ce que cette réalité devrait être? Nos données plaident plutôt pour la seconde interprétation. Une vue moins dichotomique est bien confirmée par des études plus larges sur le développement des sociétés et communautés politiques

occidentales lors des trois derniers siècles. Si nous voulons adopter une perspective empirique, nous devons accepter que la relation entre État et société soit plus compliquée que celle présentée dans les schémas idéologiques. Et cela est vrai des deux côtés. L'État ne fut jamais un corps complètement séparé de la société : cela peut être facilement vu dans les importantes influences que la société, avec ses configurations spécifiques et ses traits culturels, a eues sur les modèles organisationnels de l'appareil d'État, le recrutement de son personnel et les valeurs partagées par ce dernier. De l'autre côté, la société a toujours été loin d'être imperméable à l'influence de l'État : au contraire, ses structures et valeurs ont été profondément transformées à la suite du développement d'un système administratif rationalisé et fonctionnant à large échelle pour réguler maints aspects stratégiques de la vie sociale.

Figure 1. Employés du secteur public
(moyenne de tous les pays)



L'analyse de la représentation parlementaire fournit quelques éléments supplémentaires significatifs suggérant que la ligne de démarcation entre État et société est moins claire que prévu. Parmi les « représentants de la société » ont souvent figuré un nombre notable de personnes qui s'apparentaient à des « représentants de l'État ». Le Parlement et les élections se sont avérés être non seulement l'instrument crucial d'expression pour ces groupes émanant de la société qui voulaient tenir sous contrôle l'arrogance du pouvoir d'État, mais aussi une voie commode pour ceux, avec un but différent à l'esprit, qui pensaient que l'État, ou en tout cas ceux qui avaient fait carrière dans ses services, devaient faire entendre leur voix dans les institutions législatives. L'*establishment* étatiste, dès lors qu'il n'a pas été disqualifié politiquement par un bouleversement révolutionnaire, a été en position d'exercer son influence, défendre ses intérêts et promouvoir ses positions en utilisant le nouvel instrument institutionnel que représentèrent les Parlements élus.

Deux perspectives pour la compréhension du poids du *background* étatiste chez les élites parlementaires

Afin de comprendre cette situation, deux perspectives différentes peuvent être adoptées, que nous pouvons appeler, de manière quelque peu simplifiée, sociologique et politique. La première perspective voit la représentation parlementaire essentiellement comme un instrument par lequel la société et ses configurations variables sont reflétées dans la vie politique. Si nous adoptons le schéma dualiste classique « société contre État », la représentation est l'instrument par lequel la

société se défend contre l'État et, éventuellement, le conquiert. Sur cette base, on devrait s'attendre à ce que les principales composantes de la société (et leurs intérêts) soient représentées par l'élite parlementaire. Comment pouvons-nous faire cadrer cela avec les données que nous avons vues ? Une vue moins simpliste que la pure dichotomie précitée devrait prendre en compte le fait que la construction de l'État bureaucratique moderne a aussi affecté la société en la transformant dans une bonne mesure en une « société d'État », une société profondément pénétrée et structurée par des éléments étatistes. Il n'est pas incorrect de dire que l'État moderne n'est pas quelque chose qui est complètement étranger à la société, mais qui est au contraire devenu, à différents points de vue importants, une part hautement significative de la société. Plus spécifiquement, ceux travaillant (à différents niveaux) pour la machine étatique en sont venus à jouer des rôles importants également au sein de la société. Les rangs les plus élevés de l'administration d'État sont devenus une composante très significative de la plus haute strate de la société, se mélangeant souvent de manière telle à rendre les distinctions difficiles à opérer⁴. En adoptant une telle perspective cependant, on s'attendrait à une corrélation claire entre l'importance de la composante étatique au sein de la société dans son ensemble et la part de parlementaires ayant un « *state background* ». Nos données suggèrent que ce n'est pas tout à fait le cas. Des variations selon les pays et les époques ne vont pas dans cette direction. La représentation politique n'est pas un simple processus de reflet.

La seconde perspective prend en compte la dynamique politique de la profonde transformation impulsée par la « parlemen-

tarisation » des monarchies absolues. L'acceptation de la représentation n'a généralement pas signifié une abdication immédiate et complète de son rôle politique par la monarchie et son entourage (à la fois aristocratique et bureaucratique). Et le principe de souveraineté populaire n'a pas facilement effacé celui de suprématie de l'État. Tout était en place pour une compétition plus ou moins intense entre l'ancien et le nouveau, entre l'*establishment* d'État traditionnel et ses challengers. La défense de la monarchie et de son interprétation absolutiste de l'État, comme centre et incarnation de l'autorité politique, pouvait être poursuivie non seulement par un combat direct contre le Parlement, en cherchant à limiter ses pouvoirs, comme ce fut le cas dans les monarchies européennes du dix-neuvième siècle⁵, mais aussi à travers la création de partis « conservateurs » ou « réactionnaires » qui, de l'intérieur du Parlement, auraient fourni le soutien et lutté, plus ou moins fortement, contre les courants « démocratiques ».

Ce tableau politique doit toutefois être quelque peu nuancé. La bureaucratie d'État ne reflétait pas seulement les principes d'autorité monarchique, il incarnait aussi les principes de rationalisation (Weber, 1922) et de progrès administratif qui avaient peu à voir avec les bases traditionnelles de la légitimité monarchique. Cela put mener au fait que d'importantes composantes de la bureaucratie d'État étaient (et étaient perçues comme) des éléments modernisateurs et pouvaient donc s'associer davantage avec les ailes libérales progressives de la vie politique qu'avec celles conservatrices. Ainsi, dans certains partis libéraux de la « vieille gauche » du dix-neuvième siècle, le rôle des fonctionnaires pouvait être significatif.

Il y a donc des raisons à la fois « sociologiques » (la représentation d'une strate importante de la société étatiste) et « politiques » (défense de l'ancien pouvoir contre les nouveaux challengers ou promotion de la modernisation du pays) pour s'attendre à une présence significative des parlementaires originaires du secteur public dans les premiers temps de la parlementarisation.

Sur la base de ces deux grands facteurs, on peut s'attendre à des variations significatives entre pays. Des variations dans le poids d'un *background* étatiste devraient être dues d'une part à l'impact différent de l'État sur la société : dans certains de ces pays, l'État a acquis une plus forte domination sur la société que dans d'autres. Dans ces pays, on devrait donc s'attendre à une plus forte présence des élus avec un tel profil que dans ceux où la société a pu préserver une plus forte indépendance vis-à-vis de l'État.

D'autre part, la résistance politique contre la parlementarisation peut avoir été plus ou moins forte et persistante au fil du temps. Là où elle a été plus forte et plus persistante, nous devrions nous attendre à trouver une large part de parlementaires originaires de l'administration d'État ; cette catégorie devrait être au contraire plus faible dans les pays où la parlementarisation de la politique a été acceptée plus facilement. À l'extrémité du spectre politique toutefois, l'opposition au parlementarisme peut avoir été si forte qu'elle en devient contre-productive et disqualifie la possibilité d'une représentation étatiste significative au Parlement.

Si nous adoptons maintenant un regard sur le long terme, nous devons prendre en compte le fonctionnement de facteurs aux effets contradictoires. D'un côté, on devrait s'attendre à ce que le succès du libéralisme politique (souvent couplé avec le libéralisme économique) doive avoir rendu

la société civile moins dépendante de l'État et avoir de plus en plus renforcé ses composantes les moins étatistes. On devrait donc s'attendre à voir une phase caractérisée par un grand nombre de représentants provenant des professions libérales, du monde de l'entreprise, etc. au détriment des administrateurs d'État. Le progrès de la démocratisation, avec l'élargissement du suffrage, la consolidation des partis de masse et la professionnalisation croissante de la politique devraient amener dans les rangs des parlementaires des personnes compétentes dans l'organisation et la mobilisation du consentement sociétal et venant, vraisemblablement, de la strate inférieure de la population. Cela devrait en outre affaiblir le poids du *background* étatiste et devrait en particulier s'appliquer à ces groupes politiques au Parlement qui représentent les classes exclues.

D'un autre côté, cependant, on doit rappeler que la démocratisation ne s'est finalement pas avérée comme un facteur fonctionnant contre, mais plutôt en faveur de l'État. Le développement d'une interven-

tion économique de grande ampleur de l'État et du *welfare state* au cours du vingtième siècle, et particulièrement après la Seconde Guerre mondiale (Flora, Heidenheimer, 1981) et la grande expansion des bureaucraties d'État qu'il a permise (cf. tableau 1) ont produit une situation nouvelle qui pouvait être considérée comme un possible facteur pour une croissance renouvelée des fonctionnaires dans les rangs des représentants parlementaires. Les fonctionnaires de différentes catégories sont devenus, durant cette période, une composante sans cesse plus importante de la société : leur seul nombre et les intérêts spécifiques qu'ils portent sont des facteurs sur la base desquels on devrait prévoir qu'un nombre croissant de personnes venant des administrations d'État soit amené à jouer un rôle représentatif. La disponibilité des fonctionnaires pour les rôles parlementaires pouvait, en outre, aussi être supérieure du fait qu'ils jouissent d'une bien plus grande sécurité de l'emploi lorsqu'ils poursuivent leur carrière politique par rapport à ceux travaillant dans le secteur privé.

Tableau 1. Croissance de l'emploi public sur le long terme en Europe : part du secteur public (personnel d'État à tous les niveaux de gouvernement) dans la main-d'œuvre (1890-1970) en %

Année	AT	BE	DK	FR	DE	IT	NL	NO	CH	SWE	UK
1890 ^a	1.93	3.82	-	2.65	4.76	2.55	3.49	2.22	3.02	2.18	1.66
1920 ^b	8.10	7.11	4.66	3.84	8.50	5.48	6.28	5.02	6.37	4.54	6.10
1950 ^c	9.59	7.55	6.28	8.67	8.73	7.08	8.06	7.07	7.59	8.84	11.59
1970 ^d	12.47	9.29	10.36	12.93	10.91	11.95	-	10.07	8.33	9.75	-

Source: Flora et al. (1983).
Note: AT = Autriche, BE = Belgique, DK = Danemark, FR = France, DE = Allemagne, IT = Italie, NL = Hollande, NO = Norvège, CH = Suisse, SWE = Suède, UK = Royaume Uni.
(a) 1891 (FR, UK), 1895 (DE), 1881 (IT), 1899 (NL), 1888 (CH).
(b) 1923 (AT), 1921 (DK, FR, IT, UK), 1925 (DE)
(c) 1951 (AT, IT), 1953 (BE), 1952 (DE), 1947 (NL)
(d) 1971 (AT, IT), 1969 (FR).

Pour tester ces hypothèses, les variables pertinentes dans la base de données CUBE sont au nombre de cinq. Var31 fournit un résumé du poids du secteur public : tous les emplois qui sont payés par l'État sont inclus là. Pour autant que cela soit déterminable, cette variable inclut aussi les personnes travaillant pour les entreprises publiques (une catégorie quelque peu différente du reste qui devint plus importante après la crise des années 1930 quand la propriété étatique de compagnies privées se développa dans de nombreux pays européens). D'autres variables visent des sous-catégories plus spécifiques de fonctionnaires : Var30 recouvre les hauts rangs de la hiérarchie administrative civile ; Var32 la branche militaire de la bureaucratie ; Var35 les membres de l'autorité judiciaire ; Var27 les enseignants à différents niveaux et les professeurs d'université. En particulier lorsque l'on utilise la variable de synthèse (Var31), on doit être conscient du fait que le secteur public est une vaste catégorie avec d'importantes distinctions internes : bien que tous deux payés par l'État, un professeur d'université est dans une position plutôt différente par rapport à un officier militaire, tout comme un juge par rapport à un préfet ou un chef de cabinet. De plus, certaines de ces composantes peuvent, dans certains pays, ne pas être considérées comme relevant de l'État, comme, par exemple, les enseignants et professeurs d'université au Royaume-Uni.

La mise en évidence d'une tendance historique européenne

Le tableau général a été présenté et discuté dans un travail précédent (Cotta, Best, 2000, pp. 509 s.) : l'importance d'un *background* dans le secteur public parmi les

représentants parlementaires, tout le long de la période couverte par la base de données, apparaît indéniable. La représentation parlementaire, très clairement, n'était pas simplement le domaine réservé de la « société privée » luttant contre l'État, mais plutôt l'inverse : une proportion substantielle des parlementaires avait servi l'État à différents titres en travaillant dans les rangs de son administration. En utilisant une moyenne non pondérée entre les pays dans la base de données, ce groupe de parlementaires oscillait entre 25 et 48 % du total (*ibid.*, figure 13.10, et figure 1 dans cet article). Il est également clair que dans une perspective à long terme, le poids du secteur public a été sujet à des changements significatifs. Nos données montrent une courbe distinctive en forme de « U » : les niveaux relativement hauts (comprendre autour de 40 %) qui caractérisaient la plupart des pays dans les premières décennies de la période couverte par notre analyse étaient ensuite suivis par un déclin plutôt substantiel. Au début du vingtième siècle, la proportion se stabilise à une moyenne d'environ 25 % et ce niveau ne changera guère jusqu'à la fin des années 1940 : encore une part substantielle mais, évidemment, bien moins impressionnante que durant la période précédente. Après une reprise dans les années 1950, une nouvelle étape et une augmentation constante de ce groupe de parlementaires commencent dans les années 1960, au terme desquelles les niveaux originels du passé ont été retrouvés ou même dépassés. Dans les années 1980, la moyenne tourne à nouveau autour de 45 %. La période finale (les années 1990) montre enfin quelque modification : la tendance semble se stabiliser et peut-être même suggérer un léger retour à la baisse.

La tendance générale que nous pouvons observer semble donc fournir des arguments

empiriques pour les grandes hypothèses discutées plus haut. La plus grande importance de ce *background* durant la première phase de représentation parlementaire indique que la parlementarisation de la politique n'a pas produit en général une rupture marquée avec les traditions de l'État bureaucratique et son *pattern* d'autorité. Avoir servi dans les rangs de l'État a aussi été une ressource importante dans cet environnement institutionnel nouveau. À cause de leur influence soit sociale, soit politique, les fonctionnaires devenaient facilement éligibles en tant que prétendants dans les compétitions électorales et ils réussissaient avec un certain succès à être élus. Le fait qu'avec le temps leur importance déclina continuellement indique qu'une interprétation purement « sociale » de ce phénomène n'est pas suffisante. Afin de l'expliquer nous devons introduire des variables politiques. La consolidation croissante des institutions du libéralisme et de la démocratie a fourni l'espace politique à d'autres types de prétendants pour gagner un avantage relatif vis-à-vis des fonctionnaires d'État dans les processus de recrutement. Cela suggère aussi que la résistance de l'*establishment* contre les outsiders s'est de plus en plus affaiblie. De manière assez évidente, les aspects politiques de la représentation ont subi durant cette période des changements significatifs. L'un des aspects en est le rôle croissant des partis dans les élections, au Parlement et dans la fabrication des gouvernements : pour un haut fonctionnaire civil socialisé dans une culture de « l'unité » et de la « supériorité » de l'État, il était probablement difficile de s'adapter à un style de politique de plus en plus partisan et antagoniste.

L'augmentation étonnante du pourcentage de fonctionnaires parmi les parlementaires durant la période postérieure à la

Seconde Guerre mondiale, et en particulier des années 1960 jusqu'aux années 1980, est un phénomène qui mérite une attention spéciale. Sa source doit être trouvée dans la croissance impressionnante du secteur étatique se produisant alors (Flora, 1987), et qui, à son tour, peut être en outre ramenée aux grands changements politiques dans le processus de représentation et ses résultats durant le vingtième siècle. Presque inévitablement, cette forte augmentation du nombre de personnes travaillant pour l'État à un âge de systèmes de *welfare* développés et universalistes devait se refléter sur le recrutement des représentants démocratiques. Mais, à nouveau, la pure interprétation d'un effet de miroir n'est probablement pas suffisante pour expliquer ce phénomène. Nous devons aussi considérer des aspects plus politiques. Le fait que, dans la plupart des pays, presque tous les partis (incluant ceux qui avaient été auparavant confinés à des rôles d'opposition) aient gagné durant la période le *Regierungsfähigkeit* et donc, aussi, la capacité d'exercer une influence sur l'administration étatique, est probablement un facteur de quelque importance. Presque toutes les composantes de l'élite politique en sont venues à accepter l'État et, en un sens, à faire partie de lui. Seules des minorités extrémistes l'ont refusé ou sont restées en marge de lui. L'interpénétration entre l'État et les carrières représentatives est donc devenue bien moins problématique. Il faut ajouter que les bureaucraties étatiques de la seconde moitié du vingtième siècle et la signification même du service public dans l'ère du *welfare state* et de la démocratie de masse sont assez différentes de celles du dix-neuvième et du début du vingtième siècle. Les frontières entre État et société, entre public et privé, deviennent bien moins évidentes.

Ces interprétations ont toutefois encore une nature plutôt conjoncturelle. Afin de trouver une base plus solide pour évaluer ces tendances, nous devons regarder un peu plus en détail cette variable. Une manière de le faire consiste à la scinder en ses différentes composantes, l'autre est d'analyser les variations entre pays, et la troisième est de regarder aux variations internes aux pays. L'analyse des différentes sous-composantes du secteur public devrait nous permettre d'interpréter plus précisément la signification de ce *background* professionnel. Les comparaisons entre pays et, au sein des pays, entre partis, devraient nous aider à explorer les explications alternatives à l'importance de ce caractère.

Les différentes composantes du secteur public

Jusqu'ici, nous avons utilisé l'emploi public comme une catégorie générale et englobante. Il y a en effet des justifications à cela : la principale est probablement qu'être payé par l'État libère des risques du marché et distingue dans une certaine mesure ceux qui sont dans cette condition du reste de la population ; une autre est la présence de certains éléments d'identité culturelle commune qui singularisent ceux travaillant pour l'État et dans l'État par rapport aux actifs du secteur privé. Cela dit, on ne doit pas oublier que cette catégorie reste très vaste et hautement différenciée en son sein. Il est donc nécessaire d'évaluer l'importance des différentes sous-catégories. Celles que nous possédons dans nos données concernent les hauts fonctionnaires, les militaires, les magistrats, les enseignants et les professeurs. Par soustraction, nous pouvons calculer ce que représente un groupe résiduel incluant

tout ce qui n'est pas dans ces catégories. Les trois premiers sous-groupes (hauts fonctionnaires, militaires, magistrats) sont ceux qui sont le plus directement et le plus clairement liés à l'État en tant que centre traditionnel de l'autorité. Mais parmi eux, le troisième est celui qui a traditionnellement joui d'une bien plus grande autonomie (bien que partielle) vis-à-vis du pouvoir exécutif. La quatrième catégorie est entre toutes la plus périphérique⁶.

Un examen plus analytique de nos données suggère en effet quelques changements importants dans la composition de ce groupe dans le temps. Les plus hautes sphères du service public montrent une tendance qui n'est pas trop différente de celle de la catégorie globale. Leur importance décline jusqu'au milieu du vingtième siècle puis commence à augmenter à nouveau (fig. 2). Le cas des deux autres catégories est plutôt différent : les militaires et les magistrats, qui, au commencement de la période ici en question, avait une importance significative, connaissent un très net déclin qui continue jusqu'à la fin (fig. 3 et 4). Leur tendance s'apparente à celle de la noblesse et des représentants des intérêts fonciers. On peut probablement les associer comme une composante de l'*establishment* traditionnel qui voit l'autorité sociale fortement connectée avec certaines expressions de l'autorité d'État.

De même pour la section la plus périphérique, celle du professorat : jusqu'aux alentours de la Première Guerre mondiale, ce groupe est plutôt réduit. Il est restreint au sens général (moins de 10 %) et son poids au sein des fonctionnaires est également loin d'être dominant (entre un sixième et un quart du total) (fig. 5).

Figure 2. Hauts fonctionnaires (moyenne de tous les pays)

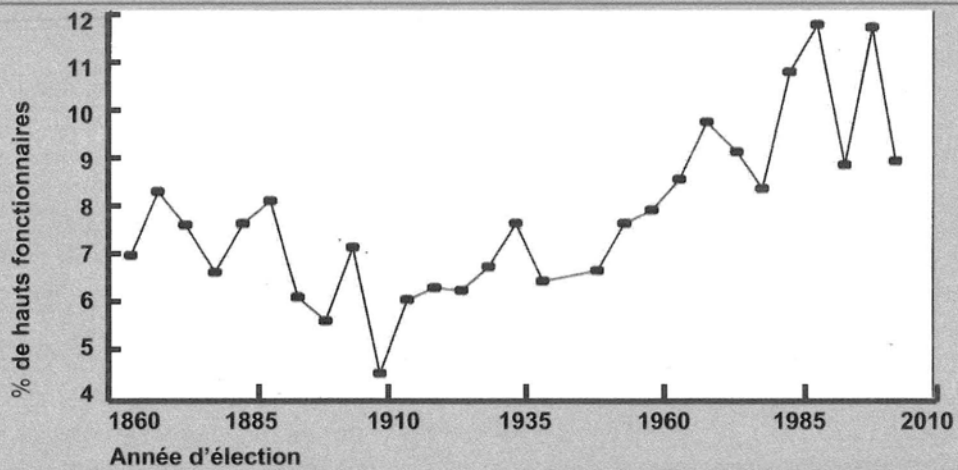


Figure 3. Militaires (moyenne de tous les pays)

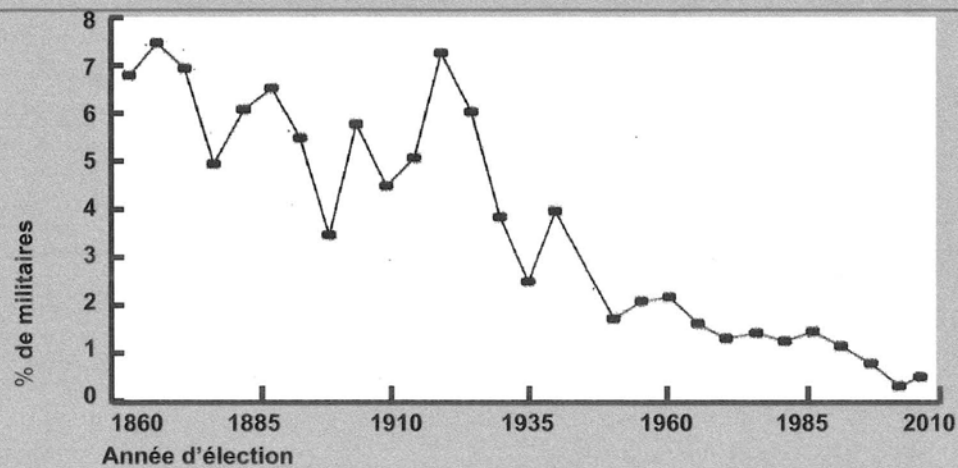


Figure 4. Magistrats (moyenne de tous les pays)

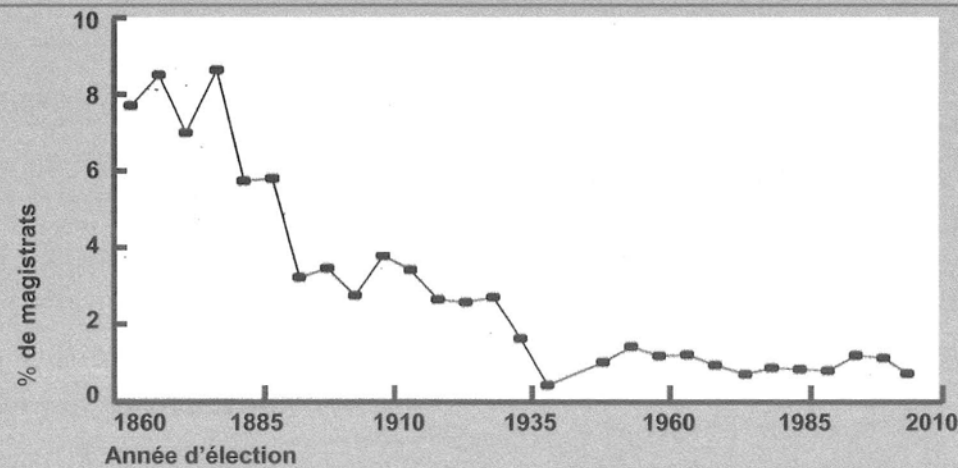
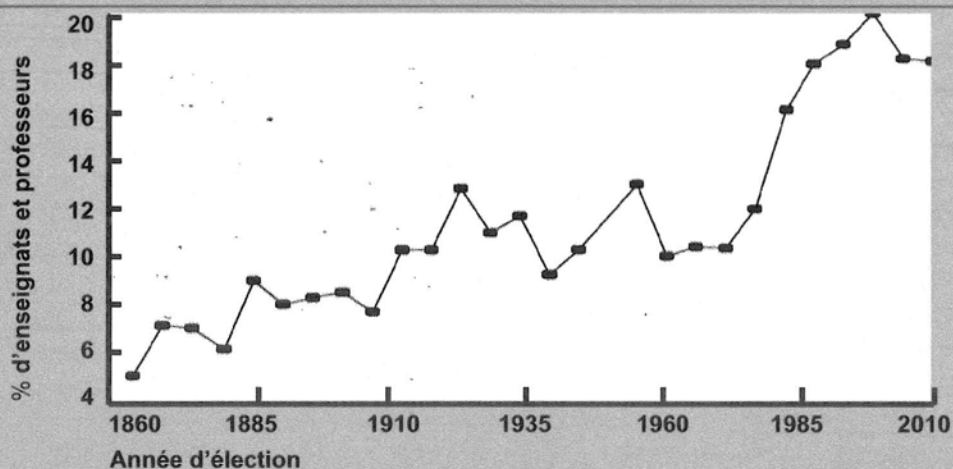


Figure 5. Enseignants et professeurs (moyenne de tous les pays)



On peut raisonnablement dire que jusqu'à la Première Guerre mondiale, un *background* d'emploi public chez les parlementaires signifie, fondamentalement, une implication dans l'État en tant que structure d'autorité. Dans la seconde période qui couvre plus ou moins la première moitié du vingtième siècle, et qui voit la stabilisation du secteur public à ses niveaux les plus faibles (autour de 25 %), l'élément professoral oscille entre 40 et 50 % du groupe d'ensemble. Et c'est plus ou moins la même proportion qui continuera à être maintenue durant la phase de forte croissance des années 1960 jusqu'au début des années 1980, lorsque le secteur public passera de 28 à 45 %. La composante suit à nouveau la tendance de la catégorie globale dans les années 1990, quand les deux commencent à décliner. L'analyse du secteur public par sous-catégories suggère, comme on pouvait s'y attendre, que nous devons distinguer entre différentes périodes dans notre histoire à long terme et que la signification globale de cette composante pour la compréhension du recrutement parlementaire change substantiellement avec le temps.

Les variations entre pays

Dans quelle mesure la tendance moyenne que nous avons décrite indique une ligne commune de développement pour les pays que nous étudions? Pouvons-nous expliquer les variations entre pays à l'aide des facteurs explicatifs qui ont une validité transnationale? Ou bien avons-nous à faire à des développements idiosyncrasiques qui échappent à une explication commune? C'est le point que nous examinons ici en regardant dans les variations entre pays.

Une comparaison entre pays indique que, dans ce domaine, des variations entre les pays étudiés sont significatives mais probablement plus fiables que pour d'autres variables (telles que les métiers du droit ou un *background* de politique locale). La déviation standard est l'une des plus faibles parmi les variables DATACUBE. Le point suivant à souligner est que la même courbe en « U » que nous avons trouvée pour la moyenne européenne est plus ou moins commune à tous les pays examinés. Cela indique un élément très important de transformation commune des pays européens sur

Figure 6a. Employés du secteur public par pays

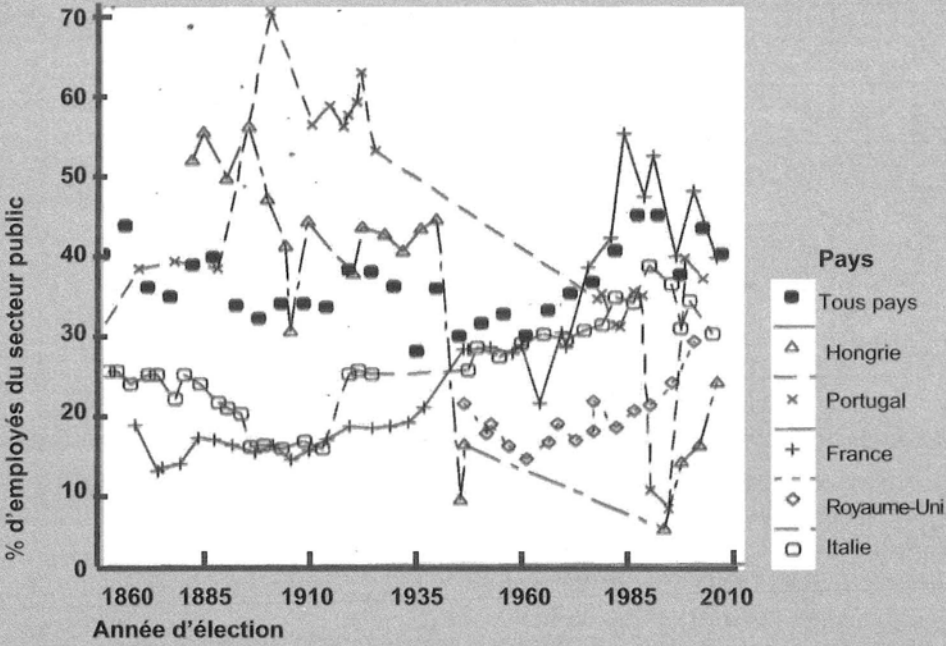
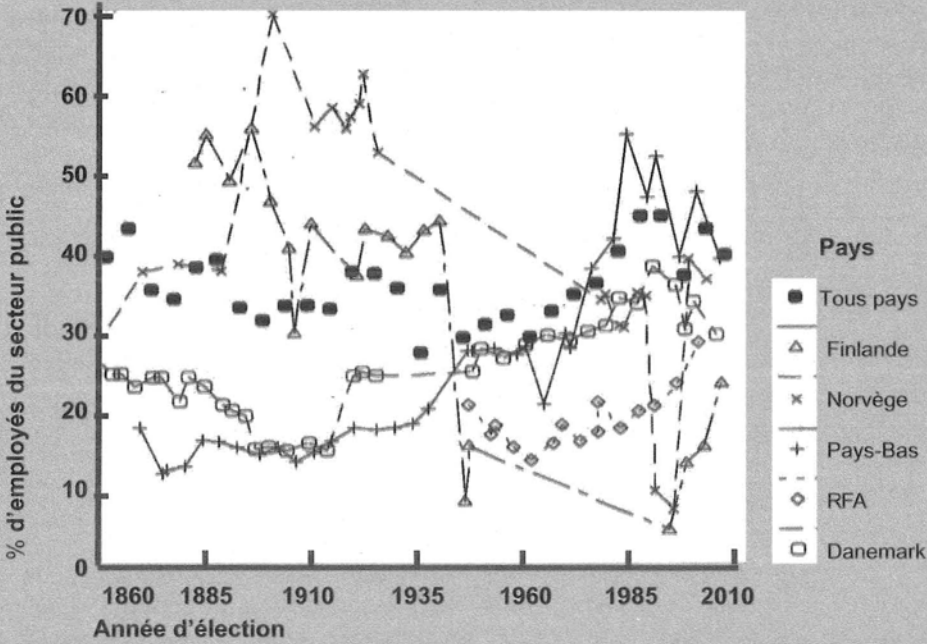


Figure 6b. Employés du secteur public par pays



le long terme. Un phénomène relativement similaire doit être à l'œuvre derrière cette tendance à long terme. Ceci dit, on peut observer que la profondeur de ce « U » n'est pas partout la même et que des différences entre pays sont de taille variable dans les différentes parties de la courbe.

On peut d'abord remarquer dans tout cela que la profondeur de la courbe en « U » est extrêmement significative pour des pays tels que l'Allemagne, la Norvège, la Finlande, les Pays-Bas (où le taux de variation entre maximum et minimum est de 24-28 points), tandis qu'elle est moins prononcée pour des pays tels que le Royaume-Uni, la France ou l'Italie (où le taux n'excède pas 20 points) (fig. 6a et 6b).

Des différences dans la forme des courbes sont généralement plus significatives dans la première phase que dans les périodes suivantes. Les points de départ pour cette variable sont plutôt différents de pays à pays. L'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark sont caractérisés par des niveaux originaux qui étaient bien supérieurs à ceux de la France, de l'Italie ou du Royaume-Uni. Comme pour les pays ibériques, nos données montrent pour cette variable un tableau en contrastes : le Portugal appartient clairement au premier groupe, tandis que l'Espagne appartient à l'autre (Linz, Mir, 2000 ; Cabrera, 1998). La Finlande, un *late comer* dans notre groupe de pays, s'insère dans quelque mesure entre les deux groupes. De telles différences nationales soulèvent d'intéressantes questions. La distance entre les niveaux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne pourrait être facilement rapportée au poids différent de l'État dans l'un des pays initialement les plus étatistes et les moins libéraux de notre groupe et l'un des moins étatistes et plus libéraux de notre groupe. Nous devrions aussi tenir compte des différences

dans les structures juridiques d'opportunité puisque « en Grande-Bretagne les fonctionnaires, lorsqu'ils deviennent candidats, doivent démissionner de leur poste sans droit à réintégration ; en fait, les deux carrières sont incompatibles et le choix d'une carrière politique signifie la fin d'une carrière dans la fonction publique » (Allum, 1995, p. 378). Au contraire, le plus faible poids de la tradition étatiste est surprenant en France et en Italie. L'explication provisoire que nous proposons est que dans le cas de la France, la longue période initiale de conflits entre la monarchie et les institutions parlementaires a pu provoquer une réticence des personnes venant de l'administration d'État à s'engager dans la vie politique en tant que représentants élus (à moins qu'il ne faille rechercher des clauses spéciales d'incompatibilités?). Dans le cas de l'Italie, le facteur qui peut avoir réduit cette présence pourrait vraisemblablement être le fait que les bureaucraties de la plupart des États régionaux qui disparurent à l'unification italienne étaient essentiellement hostiles au nouvel État et à la vie parlementaire. Il aurait été surprenant que les membres du nouveau Parlement de ces régions fussent recrutés parmi les fonctionnaires des bureaucraties locales qui exprimaient une faible loyauté envers la nouvelle monarchie italienne « exportée » depuis le Piémont. Pour l'Autriche, les données que nous avons débutent avec la naissance de la République après la Première Guerre mondiale, une période historique où le déclin du *background* de secteur public est déjà généralisé. À cela nous pouvons ajouter que l'effondrement de l'Empire (et de son appareil d'État) a probablement contribué à une plus faible présence parmi le personnel parlementaire de personnes ayant un tel profil.

Le déclin généralisé des parlementaires issus du secteur public dans la dernière partie

du dix-neuvième siècle et les premières années du vingtième a produit une convergence croissante entre pays européens. Dans les années 1920, la plupart des pays sont passés sous la barre des 30 % et le taux de variation se situe entre 15 et 25 % (à l'exception notable du Danemark où l'on ne constate aucun déclin et, en partie, des Pays-Bas où, si ce déclin est significatif, les niveaux supérieurs étaient plutôt plus hauts que dans d'autres pays). L'influence alors encore significative du secteur public a clairement perdu la domination qu'elle avait par le passé. La représentation politique a dû passer dans les mains d'une nouvelle catégorie d'hommes politiques (par exemple les permanents de partis issus de la classe ouvrière).

La grande expansion de la période d'après-(seconde) guerre affecte plus ou moins de la même manière tous les pays. Le sommet de la courbe est généralement obtenu entre les années 1970 et les années 1980, lorsque le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Norvège montrent des niveaux entre 45 et 60 %. La France est à cette époque similaire aux autres pays (elle passe de 40 à 50 %), comme pour l'Italie qui montre la même tendance sans toutefois atteindre les mêmes niveaux (le maximum s'établit à 35 %).

Ces données suggèrent que, dans la première période, les variations dans les facteurs explicatifs (qu'ils soient sociaux ou politiques) devraient aussi être plus importantes que dans les périodes précédentes, lorsqu'un facteur commun plus homogène devait être à l'œuvre de manière transnationale. Les aspects spécifiques à chaque nation dans les processus de libéralisation et de démocratisation et les éléments particuliers de conflits et d'alignements politiques entre acteurs de cette période devraient fournir quelques éléments d'explication. Ces facteurs tendent à perdre leur importance avec le temps et l'avènement de la

politique de masse; la construction d'organisations politiques hautement développées telles que les partis de masse fournira alors de nouvelles voies de recrutement. Mais après la Seconde Guerre mondiale, le succès de ces partis dans la fondamentale refonte de l'État lui-même et de ses politiques explique probablement pourquoi le secteur public, désormais profondément transformé par rapport au passé et « démocratisé », devient un bassin de recrutement majeur pour les politiciens professionnels.

Une interprétation plus détaillée des variations entre pays et de leurs développements devrait être fournie par l'examen des composantes internes de la vaste catégorie que nous avons adoptée. Nous devons voir si les niveaux variables affichés par la catégorie globale entraînent aussi les variations internes dans sa composition ou non. Pour simplifier la discussion, nous diviserons notre analyse en trois périodes: dix-neuvième siècle, première moitié du vingtième siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et après-guerre.

Dans la première période, en dépit de différences significatives existant entre pays dans les niveaux relatifs du secteur public, le profil interne de ce *background* n'est, comparativement, guère trop différent. La composante que nous avons considérée comme la plus périphérique dans le secteur public (enseignants et professeurs) est plutôt faible dans la plupart des pays, alors que le secteur public est presque entièrement composé de militaires, magistrats et des hauts niveaux de l'administration d'État. Le tableau est fondamentalement fidèle à la fois pour les pays qui montrent de très hauts niveaux dans les principales variables (Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Portugal) et pour les pays tels que la France ou l'Italie qui montrent des niveaux bien plus bas. Une exception partielle est constituée par le Danemark où le groupe des enseignants et

professeurs est plutôt plus significatif que dans les autres pays, tandis que les autres composantes (militaires, magistrats, haute administration) sont relativement faibles. Les données indiquent qu'un *background* dans le secteur public parmi les parlementaires avait, à cette époque, une signification plus ou moins similaire entre pays : il montrait fondamentalement le poids de l'autorité de l'État dans le processus de représentation. Une position de quelque importance dans la hiérarchie était une ressource significative dans le jeu représentatif : les personnes détenant une telle position étaient disponibles pour le recrutement et capable de l'utiliser comme une marche pour une carrière politique réussie. Ce qui a varié entre les pays a été le poids relatif de ce *background* vis-à-vis des autres.

Si l'on passe à la période suivante, on observe un déclin net et généralisé de l'élément militaire (Danemark, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni). Vers les années 1950, ils avaient pratiquement disparu de nos Parlements : le Royaume-Uni est le seul cas qui demeure en retrait de cette tendance et, de manière pas si surprenante, les premières années de la Cinquième République française offrent une brève recrudescence de la présence militaire au Parlement. Le cas du monde judiciaire est plutôt similaire : même dans les cas où il a été relativement plus significatif (Allemagne et Pays-Bas), il est réduit désormais à des niveaux sans pertinence. Le tableau est moins clair pour le groupe des hauts fonctionnaires : le déclin par rapport à de très hauts pourcentages est net en Norvège, en Allemagne (quoique avec la République de Weimar il y eut une nouvelle reprise), et en France (jusqu'aux années 1930) mais pas aux Pays-Bas, ni en Finlande ou en Italie. Par rapport aux enseignants et professeurs, il n'y a pas de déclin similaire dans cette période. En fait les premières décennies du

vingtième siècle voient plutôt une croissance en Norvège, Allemagne, France ou un niveau stable (Danemark et Finlande). Seulement plus tard, à partir des années 1930, il y a un déclin (aux Pays-Bas, en Norvège, Allemagne, Finlande, mais pas en France).

Nous arrivons enfin à la période postérieure à 1945, caractérisée par la croissance généralisée du secteur public. Nous avons vu que les représentants issus des sphères militaires ou judiciaires avaient pratiquement disparu : les différences entre pays sont quasiment sans pertinence ici. De même pour la haute fonction publique, une forte reprise est constatée dans la plupart des pays (Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Norvège). Les principales exceptions sont l'Allemagne, où un assez haut pourcentage dans les premières années suivant la Seconde Guerre mondiale est suivi par un lent déclin, et le Danemark, où cette composante ne joue jamais un rôle significatif. On peut remarquer que, dans les dernières années du vingtième siècle, cette composante commence à décliner dans beaucoup de pays (France, Finlande, Italie, Norvège). La montée des professions libérales est encore plus nette : une forte croissance est à noter dans la plupart des pays (Autriche, Danemark, France, Finlande, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni), tandis qu'un niveau stable et élevé est relevé en Italie et au Portugal. Mais, pour cette sous-catégorie aussi, les dernières élections font montre dans beaucoup de pays de signes de déclin (Danemark, Norvège, Pays-Bas, Allemagne, France, Finlande). Qu'en est-il lorsque nous examinons le secteur public dans son ensemble mais en excluant les enseignants et professeurs ? On voit facilement que dans la seconde moitié du vingtième siècle c'est une composante plutôt vaste : de 25 % à 45 % au Danemark, en Finlande, Allemagne, Norvège et Pays-Bas, et un peu moins en France et en Italie. La propor-

Figure 7a. Employés du secteur public par pays

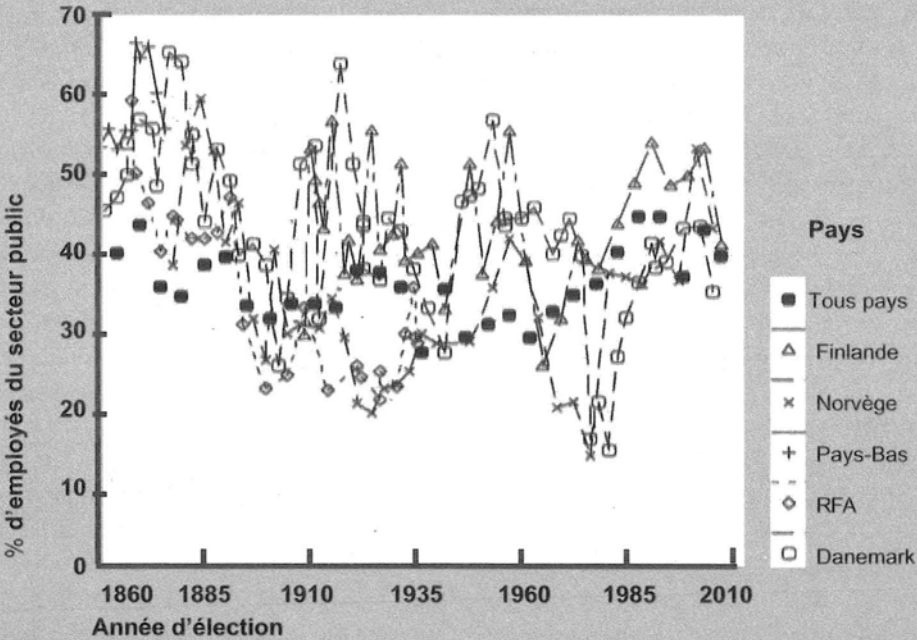
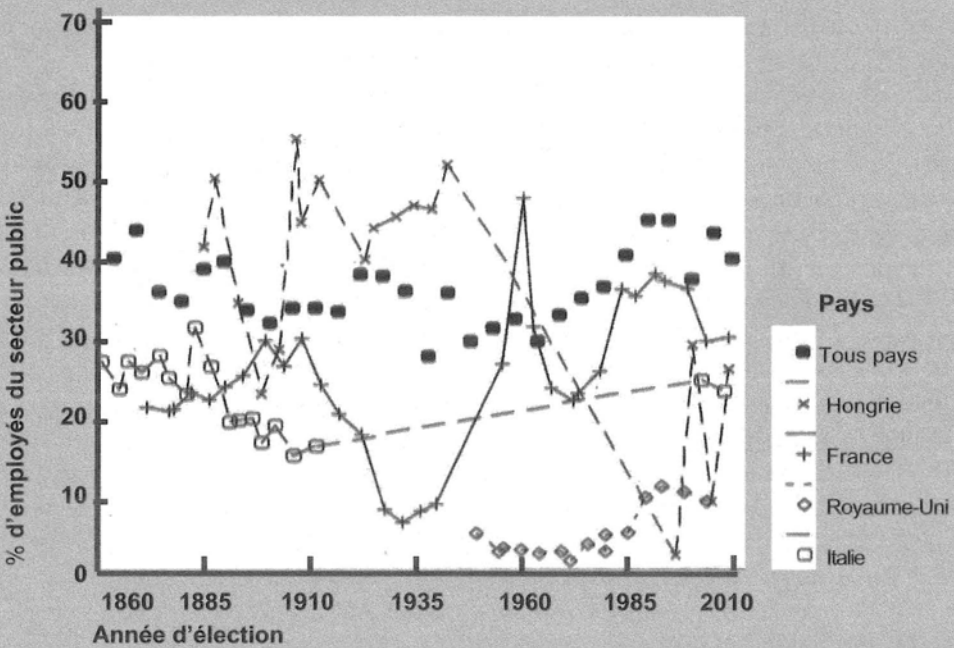


Figure 7b. Employés du secteur public par pays



tion de cette composante indique la différenciation interne croissante du *background* de secteur public.

Le moment est venu de résumer ces résultats : l'analyse comparative entre pays des différentes composantes du secteur public renforce l'interprétation proposée sur la base des données globales relatives au secteur public. Le poids hautement significatif du *background* dans le secteur public chez les parlementaires de tous les pays après la Seconde Guerre mondiale ne reflète plus l'image de l'État comme un lieu d'autorité, mais plutôt que l'État est un fournisseur de services (parmi lesquels l'éducation est l'un des plus significatifs sans être le seul). Pourquoi les gens disposant d'un tel *background* sont recrutés en si grand nombre ? Parce qu'ils sont disponibles pour des raisons pratiques (l'emploi public leur permet de conserver leur travail tandis qu'ils sont au Parlement) ? Parce qu'ils possèdent des compétences qui sont les plus requises ? Parce qu'on leur demande de représenter les intérêts d'un secteur très important de la société ? Ou peut-être parce que toutes ces raisons se combinent ? On peut ajouter aussi à cela le fait évident que les partis sont tous devenus beaucoup plus interconnectés avec l'État à travers leur rôle dans le *policy making* et le gouvernement (Katz, Mair, 1995) et donc sont davantage prêts que par le passé à recruter des gens provenant de ce milieu.

Les variations entre partis politiques

L'étape suivante de notre analyse est la discussion de la relation entre cette variable et les familles de partis. Nous voulons savoir dans quelle mesure ce type de profil peut être lié aux divisions exprimées par les par-

tis ou les traits organisationnels particuliers de ces derniers. Plus c'est le cas, plus nous devrions nous attendre à ce que le profil de chaque famille de partis soit différent des autres, et que le profil des partis appartenant à la même famille tende à être similaire à travers les pays. Si tel n'est pas le cas, cela signifiera que les facteurs généraux affectant d'une même manière tous les partis constituent l'enjeu et explique les niveaux de cette variable. Dans une perspective à long terme, nous nous intéresserons aussi à la question de savoir si la spécificité des familles de partis augmente ou décroît avec le temps.

Les figures présentées ici fournissent quelques premières réponses à ces questions. Sur la base de notre précédente analyse, on devrait s'attendre à des variations significatives pour les différentes périodes examinées. En particulier, on devrait s'attendre à de plus grandes différences entre familles de partis dans la première période quand le *background* dans le secteur public a été plus fortement lié à l'État en tant que centre d'autorité (avec des racines précédant la démocratisation et la parlementarisation de l'autorité politique). À cette époque, les différences entre les *state-builders* et leurs challengers (pour utiliser une terminologie rokkanienne) devraient être prononcées. Les premiers devraient recruter plus nettement parmi les élites étatiques que les autres. Au contraire, à l'époque de la vaste intervention de l'État et de l'universalisation du *welfare state* (celle du consensus social-démocrate), tous les partis devraient être davantage semblables.

Il ressort assez clairement de nos figures qu'au moins jusque dans les années 1920, la famille des partis conservateurs est celle qui tire les plus forts pourcentages de parlementaires du secteur public (fig. 7a et

Figure 8a. Employés du secteur public (socialistes)

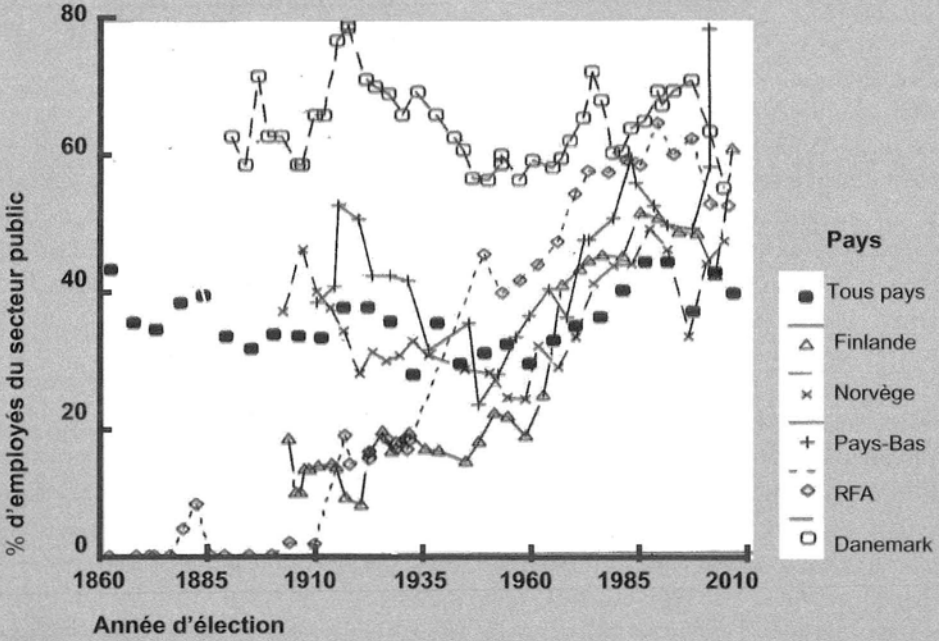
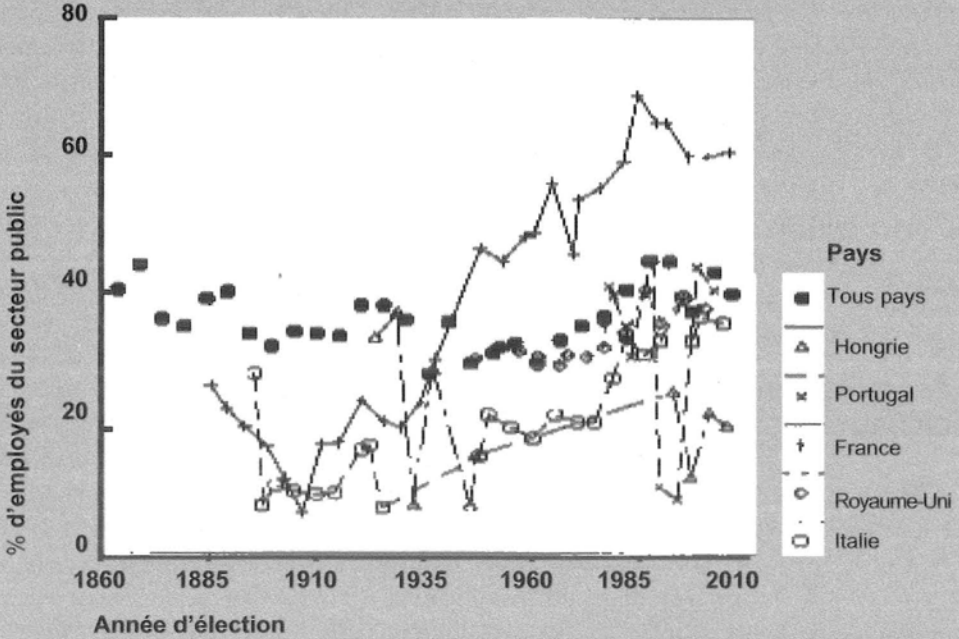


Figure 8b. Employés du secteur public (socialistes)



7b).

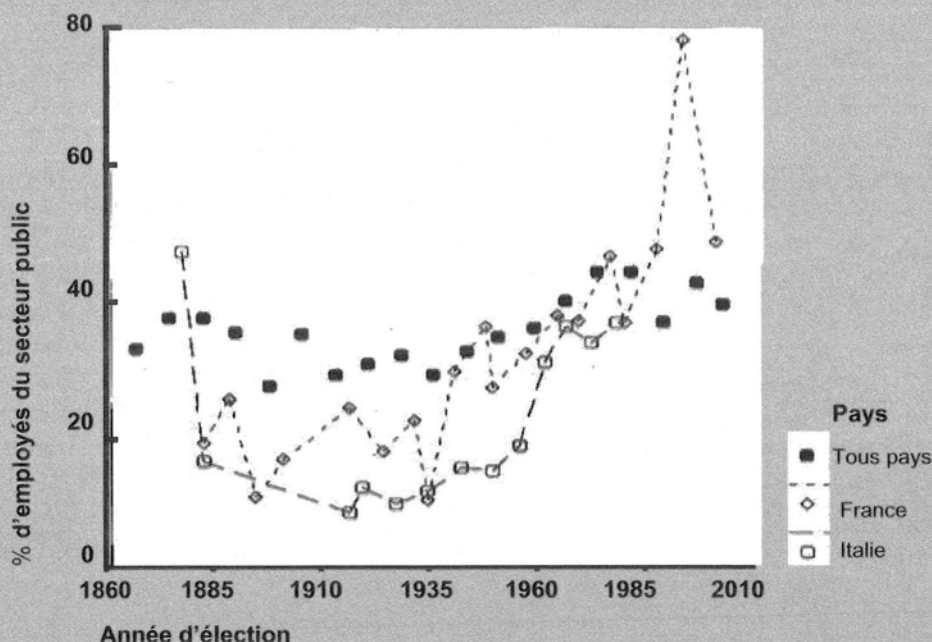
À l'extrême opposé, comme on pouvait s'y attendre, se trouvent les partis socialistes lorsqu'ils commencent à apparaître sur la scène politique (fig. 8a et 8b). Pour les libéraux de droite, il y a de nombreux cas de large recrutement dans le secteur public, mais le tableau est moins clair que pour les conservateurs. La proportion de partis avec un profil étatiste beaucoup plus faible est plus significative dans cette famille. Une situation plutôt similaire est trouvée chez les libéraux de gauche. Dans les deux familles cependant, il y a aussi un nombre significatif de cas montrant de hauts niveaux de ce *background*. Une analyse pays par pays est donc requise afin de vérifier plus exactement comment les deux principaux aspects de la compétition politique se déroulent de ce point de vue.

En partant de la première période, on trouve des différences significatives entre familles politiques en Allemagne (conservateurs contre libéraux, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates), en France (conservateurs contre libéraux de gauche), en Norvège (entre conservateurs et libéraux), aux Pays-Bas (entre conservateurs et libéraux), mais guère significatives en Italie entre les deux forces opposées dans la politique de l'*Ottocento* (*destra storica* contre *sinistra storica*). Cela semble suggérer que dans certains pays la compétition entre les défenseurs de l'autorité de l'État et les challengers était plus tranchée et ouverte que dans d'autres. Durant les premières décennies du siècle suivant, des différences entre conservateurs et libéraux (les deux groupes montrant un déclin du nombre d'employés publics dans leurs rangs) se sont atténuées en Allemagne. Et les

démocrates-chrétiens ont maintenant atteint des niveaux comparables à ceux des autres partis. Aux Pays-Bas, libéraux et démocrates-chrétiens ne montrent pas de différences significatives ; la même chose peut être dite des libéraux de gauche et de droite en Italie. En France au contraire, les libéraux de gauche ont dépassé les conservateurs comme parti ayant le plus fort *background* étatiste.

Dans la plupart des pays, on observe dans cette période le début de la montée du secteur public également chez les parlementaires socialistes. On peut alors se demander si le lien avec l'autorité de l'État (et sa défense) perd de plus en plus son rôle comme facteur de division politique entre les partis. Enfin, la croissance des années d'après-guerre (en particulier après les années 1960) indique l'existence d'un facteur de croissance commun à travers les familles de partis. La famille socialiste est probablement celle qui montre le *pattern* le plus intéressant. Sur la base des figures 8a et 8b, on constate aisément la très forte distance qui originellement séparait les partis de gauche de l'État (dont nous devons rappeler qu'il était condamné par la plupart de ces partis comme un instrument du capitalisme, et qu'il considérait en retour les socialistes avec grande suspicion comme une menace pour l'autorité). Presque inexorablement avec le passage du temps on voit le fossé se combler : un nombre croissant de représentants de la gauche vont en venir à avoir une connexion avec l'État avant leur élection. L'évolution des partis communistes n'est pas tellement dissemblable, quoique plus lente : pour eux aussi, la « distance avec l'État » s'est de plus en plus réduite après la Seconde Guerre mondiale (fig. 9).

Figure 9. Employés du secteur public (communistes)



Quelques premières conclusions

À partir des données que nous avons discutées, nous pouvons tirer au moins les conclusions synthétiques suivantes.

(i) La principale variable discutée (le poids global du *background* de secteur public) montre fondamentalement un cycle similaire entre la plupart des pays considérés ici comme partageant un processus à long terme de démocratisation. Nous pouvons donc suggérer qu'un facteur commun (ou un ensemble de facteurs communs) explique la tendance particulière en « U » que nous avons trouvée. Le poids persistant de l'État pré-démocratique et sa résistance au processus de parlementarisation explique l'importance originale de ce profil chez les parlementaires ; l'importance

croissante de l'État redistributif à l'âge de maturité du *welfare state* et l'interpénétration entre les partis et le secteur public sont les raisons du « retour de l'État » dans le recrutement des parlementaires dans les dernières décennies du vingtième siècle.

(ii) La similarité globale des tendances à long terme ne doit cependant pas cacher des différences de niveau pour cette variable. Le poids du secteur public n'est pas toujours le même dans tous les pays. Certains d'entre eux montrent de manière nette des niveaux inférieurs.

(iii) Les différences sont particulièrement fortes dans la première phase historique du processus d'ensemble. Cela correspond au fait que le conflit politique entre l'État et la démocratie n'était pas d'égale intensité ou bien a pris différentes formes. En revanche, les effets du développement du *welfare state* après la Seconde Guerre mondiale étaient plus homo-

gènes.

(iv) Une analyse plus détaillée de la composition de la principale variable montre que la signification du fait d'être issu du secteur public change de manière tout à fait significative avec le temps. Des catégories spécifiques de fonctionnaires qui étaient plus importantes dans la première période

(telles que les officiers militaires) déclinent de manière notable avec le temps.

(v) Des différences importantes dans cette composition existent entre pays.

(vi) Enfin, des différences entre familles de partis sont plutôt importantes, particulièrement durant la première période étudiée, mais s'atténuent dans les étapes sui-



Notes

vantes.

1. Cet article est une anticipation d'une contribution plus développée à paraître dans l'ouvrage en préparation, *Democratic Representation in Europe: Diversity, Change and Convergence* (Oxford University Press) sous la direction de Maurizio Cotta et Heinrich Best. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Luca Verzichelli et Filippo Tronconi pour avoir généreusement fourni leur aide technique dans la constitution des graphiques.
2. Les données utilisées dans cet article sont tirées du DATACUBE, une base de données établie et développée avec le soutien de la Fondation Européenne pour la Science (*ESF Eurelite Network*). Pour son illustration, voir Best et Cotta (2000).
3. En français dans le texte, comme à chaque utilisation du mot dans la contribution (NdT).
4. Les officiers militaires de haut rang, les juges, les hauts fonctionnaires tels que les préfets, les directeurs de cabinet ministériels (*ministerial directors*) se mélangent souvent avec la noblesse et la haute bourgeoisie en partageant des éléments de leur style de vie, en liant leurs membres par le mariage, etc. Un cas très intéressant d'un tel mélange est offert par la Russie, où le service d'État de haut niveau conférait automatiquement le statut de noble (Labatut, 1978; Lieven, 1989).
5. Comme en 1820 et 1874 en Espagne, en 1851 en France, en 1867 aux Pays-Bas, etc. (von Beyme, 1970).
6. Dans ce domaine, les choses ont évolué de manière significative avec le temps. En particulier ces dernières décennies, la déférence du judiciaire vis-à-vis de l'exécutif a décliné de manière marquée dans la plupart des



Références

- pays (Guarnieri, Pederzoli, 1997).
- Allum P., *State and Society in Western Europe*, Cambridge, Polity Press, 1995.
- Andrew R., « Party Government, State and Society: Mapping Boundaries and Interrelations », in Blondel J., Cotta M. (eds.), *The Nature of Party Government: a Comparative European Perspective*, Londres, Palgrave, 2000.
- Bendix R., *Kings or People. Power and the Mandate to Rule*, Berkeley, University of California Press, 1978.
- Best H., Cotta M., « Elite Transformation and Modes of Representation since the Mid-Nineteenth Century: Some Theoretical Considerations », in Best H. et Cotta M. (eds.), *Parliamentary Representatives in Europe 1848-2000: Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- Beyme K. von, *Die parlamentarischen Regierungssysteme in Europa*, Munich, Piper, 1970.
- Cabrera M., *Con luz y taquígrafos. El Parlamento en la restauración (1913-1923)*, Madrid, Taurus, 1998.
- Cotta M., « Conclusion. From the Simple World of Party Government to a More Complex View of Party-

- Government Relationships », in Blondel J., Cotta M. (eds.), *The Nature...*, *op. cit.*, 2000.
- Cotta M., Best H., « Between Professionalization and Democratization : A Synoptic View on the Making of the European Representative », in Best H. et Cotta M. (eds.), *op. cit.*, 2000.
- Cotta M., Mastropaolo A. et Verzichelli L., « Parliamentary Elite Transformations along the Discontinuous Road of Democratization : Italy 1861-1999 », in Best H., Cotta M., *op. cit.*, 2000.
- Flora P. et alii, *State, Economy, and Society in Western Europe, 1815-1975. A Data Handbook (Vol. 1)*, Frankfurt, Campus, 1983.
- Flora P. (ed.), *Growth to Limits*, Berlin, De Gruyter, 1987.
- Flora P., Heidenheimer A. J. (eds.), *The Development of Welfare States in Europe and America*, New Brunswick, Transaction Books, 1981.
- Guarnieri C., Pederzoli P., *La democrazia giudiziaria*, Bologne, Il Mulino, 1997.
- Katz R. S., « Party Government : a Rationalistic Conception », in Castles F. G., Wildenmann R. (eds.), *Visions and Realities of Party Government*, Berlin, De Gruyter, 1986.
- Katz R. S., Mair P., « Changing Modes of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, I, 1995.
- Labatut J.-P., *Les noblesses européennes de la fin du XV^e à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.
- Lieven D., *Russia's Rulers Under the Old Regime*, New Haven, Yale University Press, 1989.
- Linz J. J., Gangas P., Jerez Mir M., « Spanish *diputados* : from the 1876 Restoration to Consolidated Democracy », in Best H. et Cotta M. (eds.), *op. cit.*, 2000.
- Mann M., *The Sources of Social Power. II. The Rise of Classes and Nation-States, 1760-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.
- Poggi G., *La vicenda dello stato moderno*, Bologne, Il Mulino, 1978.
- Rose R., « Disaggregating the Concept of Government », in Taylor C. L. (ed.), *Why Governments Grow*, Beverly Hills, Sage, 1983.
- Tilly C. (ed.), *The Formation of National States in Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
- Weber M., *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1922.

